



un service

VOIRIE  
CONSEIL



>> L'article L.161-6-1 du code rural et de la pêche maritime, dans sa version issue de la loi du 21 février 2021, loi dite 3DS, précise que «... le conseil municipal peut, par délibération, décider le recensement des chemins ruraux situés sur le territoire de la commune. Cette délibération suspend le délai de prescription pour l'acquisition des parcelles comportant ces chemins. La suspension produit ses effets jusqu'à la délibération arrêtant le tableau récapitulatif des chemins ruraux, prise après enquête publique réalisée en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat... ».

>> En application de cette disposition, le décret n° 2022-1652 du 26 décembre 2022 détaille les modalités applicables à cette enquête publique.

>> L'arrêté du 16 février 2023 précise quant à lui le contenu du tableau récapitulatif du recensement des chemins ruraux.

Voirie Conseil est composé d'anciens cadres de la DDE, ayant donc une grande connaissance de la voirie, que ce soit sur le plan technique ou sur le plan administratif. L'un d'entre eux a également été commissaire enquêteur et connaît donc les mécanismes des enquêtes publiques.

Dans le cadre du recensement de votre voirie communale, nous pouvons donc vous accompagner dans le processus de classement de vos chemins ruraux, désormais prévu par la loi. Votre propriété des chemins ruraux recensés sera ainsi fortement sécurisée.

#### LE PROCESSUS QUE NOUS METTONS EN PLACE

- 1 délibération du conseil municipal prescrivant le classement des chemins ruraux
- 2 saisine du tribunal administratif pour proposer la désignation d'un commissaire enquêteur
- 3 arrêté précisant les conditions de l'enquête publique
- 4 élaboration du dossier d'enquête
- 5 envoi du dossier d'enquête au commissaire enquêteur
- 6 publication de l'avis d'enquête
- 7 déroulement de l'enquête publique
- 8 réception des résultats de l'enquête publique
- 9 information des éventuels demandeurs d'informations
- 10 analyse des conclusions du commissaire enquêteur
- 11 délibération du conseil municipal validant le tableau de classement.

Échange par mail, téléphone et visioconférence

VOIRIE  
CONSEIL

[www.voirie-conseil.pro](http://www.voirie-conseil.pro)

Contactez Pascal DROUET au 06.83.46.11.83








un service

## Fiche Annexe



### Décomposition tarifaire de la mission

Prix évoqué en B1 de l'acte d'engagement		%		 Gérard Boudet	
Forfait* Rappel Montant HT			904,07 €	3 013,58 €	904,07 €
1	préparation de la délibération du conseil municipal prescrivant le classement des chemins ruraux				
2	préparation du courrier de saisine du tribunal administratif pour proposer la désignation d'un commissaire enquêteur				
3	préparation de l'arrêté précisant les conditions de l'enquête publique	25%	226,02 €	753,39 €	226,02 €
4	élaboration du dossier d'enquête	40%	361,63 €	1 205,43 €	361,63 €
5	préparation du courrier d'envoi du dossier d'enquête au commissaire enquêteur				
6	préparation de la publication de l'avis d'enquête				
7	conseils pendant le déroulement de l'enquête publique				
8	lecture des résultats de l'enquête publique	15%	135,61 €	452,04 €	135,61 €
9	suivi de l'information des éventuels demandeurs d'informations				
10	analyse des conclusions du commissaire enquêteur				
11	préparation de la délibération du conseil municipal validant le tableau de classement.	20%	180,81 €	602,72 €	180,81 €



[www.voirie-conseil.pro](http://www.voirie-conseil.pro)

Contactez Pascal DROUET au 06.83.46.11.83





# Contrat pour l'assistance au classement des chemins ruraux après enquête publique

## Acte d'engagement

### A - OBJET DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Le contrat concerne l'assistance au classement des chemins ruraux après enquête publique en application de la loi 3DS du 21 février 2021. Il ne porte pas sur le recensement/diagnostic des chemins ruraux qui fait l'objet d'un autre contrat concernant le recensement/diagnostic de l'ensemble de la voirie communale.

Il ne comprend pas de déplacements sur place mais les échanges nécessaires par mail, téléphone et visio-conférence.

### B - ENGAGEMENT DES TITULAIRES

#### B1 - Identification et engagement du titulaire

Conformément aux dispositions explicitées au recto du présent document, les signataires

>> ADS COM - Marc Girardeau - 9 rue Louis XVI - 50100 Cherbourg en Cotentin - Siret 890 234 941 00031 - Mandataire du groupement

>> GB Conseils - Gérard Boudet - 259 rue de Bréquéal—Tourlaville - Cherbourg en Cotentin - Siret 539 745 158 00011

>> DP Consults - Pascal Drouet - 16 rue Auvray - Cherbourg - 50100 Cherbourg en Cotentin - Siret : 351 391 800 00031




s'engagent à réaliser la mission aux prix indiqués ci-dessous

#### B2 - Durée d'exécution du marché public

La durée d'exécution du marché public est de 1 an à compter de la date de notification du marché public

### C - PRIX

L'assistance sera fournie aux prix ci-dessous, et sera rémunérée au fur et à mesure de son exécution

Prix évoqué en B1 de l'acte d'engagement						Total
Forfait*			904,07 €	3 013,58 €	904,07 €	4 821,72 €
	Recensement administratif HT		904,07 €	3 013,58 €	904,07 €	4 821,72 €
	Recensement administratif TTC		1 084,89 €	3 013,58 €	904,07 €	5 002,53 €

### D - SIGNATURE DU MARCHÉ PAR LES TITULAIRES

Marc Girardeau

Gérard Boudet

Pascal Drouet

  
ADS COM  
9 rue Louis XVI  
50100 Cherbourg en Cotentin  
Siret 890 234 941 00031

A Cherbourg en Cotentin le 15/05/2023

### D - IDENTIFICATION ET DECISION DE L'ACHETEUR

Commune de Sauzon (56360)

représentée par son maire

La présente offre est acceptée

A

le  
Signature de l'acheteur

une prestation de

